

Unité interdépartementale Vaucluse Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 18/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Monsieur BARBANSON FABIEN**

1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE  
84 440 Robion

Références : D-0839-2025  
Code AIOT : 0 100 031 167

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement BARBANSON FABIEN implanté 1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE 84 440 Robion. L'inspection a été annoncée le 24/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 01/12/2025 a pour objectif de vérifier le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28/12/2023 portant mis en demeure, suspension à l'encontre de Monsieur Fabien Barbanson.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARBANSON FABIEN
- 1626 ROUTE DE L'ISLE SUR SORGUE 84 440 Robion
- Code AIOT : 0 100 031 167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Fabien Barbanson a exploité une installation classée, implantée sur les parcelles cadastrées N° 85 et 86 de la section A et B sur la commune de Robion dans le département de Vaucluse. Ces parcelles sont situées 1626 route de L'ISLE SUR SORGUE 84 440, ROBION sans avoir l'autorisation préfectorale idoine.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- cessation d'activité/remise en état

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autorisation préfectorale	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure, suspension du 28/12/2023, article 1	Recouvrement partiel d'astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs de l'environnement ont constaté le non-respect des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure et de suspension du 28/12/2023, pris à l'encontre de Monsieur Fabien Barbanson.

En particulier, M. Fabien Barbanson n'a pas transmis les attestations et mémoire requis par les articles R.512-39-1 III et R.512-39-3 I et III du code de l'environnement, justifiant de la mise en sécurité et des mesures de remise en état, nécessaires à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Ainsi, il est demandé à monsieur Barbanson de transmettre dans les plus brefs délais et au plus sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, un devis signé justifiant du lancement des démarches auprès d'un bureau d'études certifié en vue de fournir les attestations requises, démontrant l'absence d'atteintes à la qualité des sols et des eaux souterraines.**

**À défaut, il sera proposé à monsieur le Préfet le recouvrement partiel de l'astreinte imposée par arrêté du 21 novembre 2024 pour la période du 25/10/2024 au 01/12/2025, soit un montant de 13 266€.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autorisation préfectorale

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/12/2023, article 1
<b>Thème-s :</b> Situation administrative, autorisation préfectorale
<b>Prescription contrôlée :</b> Monsieur Fabien Barbanson, résidant au 1626 route de l'Isle sur La Sorgue commune de Robion (84 440), ci-après nommé l'exploitant, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de sa carrière, implantée sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB située sur le territoire de la commune de Robion(84 440), soit : <ul style="list-style-type: none"><li>en déposant un dossier de demande d'autorisation pour cette installation, conformément aux dispositions du code de l'environnement et notamment son titre V. L'exploitant est tenu de vérifier auprès des services de la mairie que son activité est compatible avec le document d'urbanisme en vigueur ;</li></ul>

OU

- en procédant à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état, prévues par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de quinze jours, à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant doit faire connaître laquelle des deux options il aura retenue ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour la mise à l'arrêt définitif :
- celle-ci doit être notifiée à madame la Préfète, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
- L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'attestation prévue à l'article R.512-39-1 III du code de l'environnement, dans la semaine suivant son établissement par l'entreprise certifiée ;
- conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, un mémoire, décrivant les mesures prévues, afin de permettre la remise en état du site et assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être déposé.
- Ce mémoire doit être transmis au plus dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, accompagné de l'attestation prévue à l'article R.512-39-3 I du code de l'environnement établie par une entreprise certifiée ;
- l'exploitant transmet à madame la Préfète l'attestation d'une entreprise certifiée, prévue à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement, maximum dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'exploitation, l'exploitant fournira dans un délai d'un mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier, ce dernier sera déposé dans un délai de six mois.

#### **Constats de la visite du 05/10/2023**

Le 05/10/2023, il a été constaté notamment la présence :

- d'une zone d'extraction de matériaux d'une superficie de 960 m<sup>2</sup>. Cette zone d'extraction comportait un premier niveau de fronts de taille d'une hauteur de 1,80 mètres, puis sur une surface de 100 m<sup>2</sup> comportait un second niveau de front de 5 mètres de hauteur. Le volume extrait était donc de 2 228 m<sup>3</sup>;
- à côté de la zone d'extraction en cours, il a été constaté au sol des morceaux de tuiles, de carrelage, de déchets de plâtre, des tuyaux bétons et autres déchets du BTP divers, un tas de terre avec de la végétation spontanée ainsi qu'une benne blanche vide comportant l'inscription « Barbanson élagage » et des coordonnées téléphoniques.

Monsieur Fabien Barbanson, contacté par téléphone le 05/10/2023, a indiqué à l'inspection des installations classées que :

- il reconnaît être à l'origine des opérations d'extraction et de stockage de déchets du BTP sur la parcelle précitée ;
- il ne fait pas commerce des matériaux extraits, qu'il utilise ou prévoit d'utiliser pour ses propres besoins, en lien avec ses activités agricoles (réfection de chemins ou autres) ;
- il souhaite poursuivre le remblaiement de la zone avec des déchets inertes du BTP, afin de

- réaliser un parking pour les engins et équipements liés à son activité professionnelle ;
- il dispose d'une installation de broyage / concassage, en réparation le jour de l'inspection, lui permettant de concasser les déchets du BTP présents sur site ;
- il n'était pas informé du caractère illégal des activités d'extraction et de remblaiement exercées.

Au regard des constatations effectuées le 5 octobre 2023, le site d'extraction de matériaux, situé sur la parcelle cadastrée n°85 de la section AB précitée, constitue une carrière, soumise à autorisation environnementale au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 2510-1). Cette installation est exploitée sans l'autorisation requise, par monsieur Fabien Barbanson. Ainsi, un arrêté préfectoral a été pris le 28/12/2023 afin, d'une part, de suspendre l'activité de la carrière et, d'autre part, imposer à l'exploitant de régulariser la situation administrative de son installation.

#### **Constats de la visite d'inspection du 11/07/2024 :**

À la suite du rapport DREAL du 16 octobre 2023 relatif à l'inspection du 5 octobre 2023, Monsieur Barbanson a fait savoir à Madame La Préfète de Vaucluse, par courrier en date du 30/10/2023, que :

- son activité de travaux agricoles lui permet de réaliser les prestations suivantes : broyage de pierre, réfection de chemins, élagage de haies
- pour ce faire il détient des engins de type : tractopelle, pelle mécanique, concasseur de matériaux...
- il indique ne pas souhaiter exploiter une carrière sur ce terrain mais seulement réaliser une aire de stationnement pour les engins de sa société. Pour ce faire, il a décaissé le sol pour le recouvrir d'une couche de gravats concassés et le recouvrir à nouveau de terre végétale afin de permettre un bon drainage des eaux de pluies et d'éviter que le trafic des engins lourds n'endommage le sol ;
- néanmoins, il s'engage à remettre le terrain en état d'origine.

Par courriers du 15/11/2023 et du 17/01/2024 Monsieur Barbanson a fait savoir à Madame La Préfète de Vaucluse :

- qu'il ne solliciterait pas d'autorisation administrative pour exploiter une carrière,
- qu'il a pris attache avec le bureau d'études « FONDASOL »,
- qu'il transmettrait les documents visés aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Aucune attestation n'ayant été reçues par l'administration, une nouvelle inspection a été programmée le 11/07/2024 (visite annoncée à Monsieur Fabien Barbanson par téléphone le 02/07/2024).

Le 11/07/2024, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que la zone d'extraction sur la parcelle cadastrée n°85 section AB sur la commune de Robion a été comblée (cf photographies en annexe), pour permettre un usage agricole de la parcelle. L'inspection constate également que les gravats, déposés en surface en bordure Ouest de la zone d'excavation, ont été enlevés.

Monsieur Fabien Barbanson explique avoir entrepris de lui-même le comblement de la zone d'extraction avec de la terre végétale et le tout venant d'origine. Dès lors, il estime qu'il n'y a pas lieu de solliciter un bureau d'études certifié pour établir les attestations requises.

Monsieur Fabien Barbanson présente également deux documents lors de la visite :

**a) un courrier adressé au tribunal administratif de Nîmes, daté du 27/02/2024 :**

À travers ce courrier, l'exploitant sollicite un recours gracieux auprès du tribunal à l'encontre de l'arrêté de mise en demeure. En outre, M. Barbanson :

- conteste la nature de carrière de l'activité exercée sur la parcelle et précise que
- « *l'opération visait simplement à déplacer de la terre pour récupérer du gravier nécessaire à l'entretien des chemins de mes parcelles agricoles* » ;
- mentionne sa volonté de remettre en état les terrains rapidement en vue d'un usage agricole ;
- conteste que des opérations de remblaiement ont été effectuées sur la parcelle ;
- conteste le volume extrait qui, selon lui, s'élève à 1 498,7 m<sup>3</sup> et mentionne la présence de justificatifs à ce sujet en annexe au courrier. Toutefois, l'exploitant présente également le jour de la visite un courrier du tribunal administratif de Nîmes lui demandant de compléter sa requête par la fourniture des justificatifs de métrage.

Par ailleurs, M. Barbanson présente un courrier similaire, également daté du 27/02/2024, adressé à Mme la Préfète de Vaucluse (service DDPP 84).

**b) un procès-verbal de constat d'huissier du 20/03/2024 :**

M. Barbanson précise qu'il a fait intervenir un huissier de justice parce qu'il n'est pas d'accord avec les constats de la visite d'inspection du 05/10/2023. L'huissier de justice s'est déplacé le mercredi 20 mars 2024. À travers ce rapport, l'huissier rapporte le contexte de sa visite :

- M. Barbanson déclare qu'il est locataire de la parcelle AN 85, sise 1626 route de l'Isle sur la Sorgue à Robion ;
- qu'afin d'entretenir les accès à différentes autres parcelles dont il est locataire, M. Barbanson a retiré de la terre de la parcelle AB 85, créant ainsi ce que l'on peut appeler un trou ;
- que M. Barbanson est en litige avec la Direction Départementale de la Protection des Populations de Vaucluse, service « prévention des risques techniques » qui considère qu'il s'agit d'une carrière ;
- que M. Barbanson demande de mesurer le trou créé et de constater l'absence de gravats.

Par ailleurs, l'huissier de justice mentionne les constats suivants :

- il indique constater un « trou » d'une profondeur allant de 1,60 m et 1,80 m. Il retient une profondeur moyenne de 1,70 mètres. À l'aide de l'application « Camtoplan », il obtient les longueurs et largeurs du trou. Il précise effectuer les mesures de façon approximative, que ces mesures peuvent être affinées par un professionnel mais que l'ordre de grandeur de l'excavation est de 1 500 m<sup>3</sup> ;
- il note également l'absence de gravats.

Concernant les informations contenues dans les documents cités aux points a) et b) ci-avant, l'inspection des installations classées relève que :

- le volume extrait est sans incidence sur le classement de l'activité de carrière, exercée par M. Barbanson, qui relève de la rubrique – sans seuil – n°2510-1 de la nomenclature des ICPE ;
- le constat d'huissier du 20/03/2024 et le courrier de M. Barbanson du 27/02/2024 confirment que M. Barbanson est venu volontairement réaliser des opérations d'extraction de matériaux sur la parcelle N° 85 section AB, afin d'effectuer des travaux de réfection de chemins sur d'autres sites ;

- à titre subsidiaire, les constats de l'huissier ont été effectués plus de 5 mois après l'inspection du 5 octobre 2023, ayant conduit à l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023 et selon une méthode approximative, tel que mentionné dans le rapport même de l'huissier ;
- la comparaison des photographies prises le 05/10/2023 et le 20/03/2024 semble montrer une évolution topographique des terrains à l'Est de la carrière, avec notamment la présence de zones remaniées et de remblais nouveaux, de couleur plus sombre, au sein de la zone excavée. Par ailleurs, l'inspection relève que les terrains à l'Ouest de la zone d'excavation ont été modifiés (présence de nouvelles bennes, évacuation des gravats déposés en surface).

Le 11/07/2024, Monsieur Barbanson précise que :

- le bureau d'études FONDASOL serait venu sur site et lui aurait déclaré qu'il pouvait reboucher l'excavation ; toutefois, il ne dispose pas d'écrit à ce sujet ;
- il n'a pas pollué cette parcelle étant donné qu'il est agriculteur en reconversion biologique,
- il a effectué la remise en état et il ne fera pas d'analyse pour vérifier l'innocuité des remblais qu'il a utilisés pour la remise en état, au regard du coût de la prestation.

L'inspection des installations classées note que :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs d'évacuation des gravats constatés lors de la dernière inspection, en bordure Ouest de la zone d'extraction ;
- le bureau d'études Fondasol ne dispose pas des certifications « ATTES-SECUR », « ATTES-MEMOIRE » et « ATTES-TRAVAUX » à la date de réalisation de la visite, ces certifications étant nécessaires à l'émission des attestations requises par l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023.

La visite d'inspection du 11/07/2024 a permis de constater que Monsieur Barbanson n'a pas respecté l'article 1<sup>er</sup> de la mise en demeure du 28/12/2023. En particulier, il n'a pas transmis les attestations et mémoire requis par les articles R.512-39-1 III et R.512-39-3 I du code de l'environnement, justifiant de la mise en sécurité et des mesures de remise en état, nécessaires à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ainsi, il n'a pas pu être attesté par un bureau d'études certifié que les travaux de remise en état de la parcelle ont été effectués dans des conditions ne portant pas atteinte à l'environnement, en raison notamment de l'absence de caractérisation physico-chimique des remblais utilisés.

Dans son rapport en date du 06/09/2024, la DREAL demandait à Monsieur Fabien Barbanson de missionner un bureau d'études certifié, afin d'établir les attestations et mémoires prévus aux articles R.512-39-1 et 3 du code de l'environnement pour justifier des mesures prises dans le cadre de la cessation de son activité de carrière sur la parcelle cadastrée N° 85 section AB sise Robion.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées proposait à monsieur le Préfet de Vaucluse un arrêté infligeant une astreinte administrative, à compter de trois mois suivant la notification de l'arrêté et jusqu'à satisfaction des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2023.

Le montant de l'astreinte administrative journalière a été évalué à 33 € au regard du bénéfice que tire l'exploitant à ne pas respecter ses obligations.

### **Constats de la visite d'inspection du 01/12/2025**

Par courrier en date du 29/08/2025 (LRAR n° 1C 182 118 3840 4), la DREAL a écrit à Monsieur Fabien Barbanson afin notamment :

- de rappeler l'obligation de communiquer le mémoire décrivant les mesures prises ou prévues afin de permettre une remise en état du site garantissant la protection de l'environnement. Pour rappel, ce mémoire et les attestations, délivrées par un bureau d'études certifié, devaient être communiqués dans un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2023 ;
- d'indiquer que le contentieux administratif engagé n'a pas de caractère suspensif ;
- d'inviter l'exploitant à régulariser sa situation sous un délai de 2 mois. A défaut, le courrier précisait que les services de la DREAL seraient contraints de procéder à une nouvelle inspection, qui conduira à proposer le recouvrement de l'astreinte administrative prise par arrêté du 21 novembre 2024.

Monsieur Fabien Barbanson, n'ayant pas communiqué les attestations demandées, les services de la DREAL ont réalisé une nouvelle inspection le 1<sup>er</sup> décembre 2025.

Au cours de cette visite, les inspecteurs ont demandé à nouveau la production des documents relatifs à la cessation d'activité ainsi que les attestations prévues par le code de l'environnement pour les mesures décrites supra.

Monsieur Fabien Barbanson a clairement indiqué aux inspecteurs de l'environnement qu'il n'avait pas mis en œuvre les mesures demandées, au regard du coût prohibitif des analyses selon lui.

Les inspecteurs ont constaté que la zone d'excavation a été replantée par des oliviers.

Aussi, Monsieur Fabien Barbanson n'a toujours pas respecté les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023, en fournissant les attestations démontrant l'absence d'atteinte à la qualité des sols et des eaux souterraines.

L'arrêté préfectoral du 21/10/2024 rend redevable M. Barbanson d'une astreinte journalière de 33€ jusqu'à satisfaction des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023. Au 1<sup>er</sup> décembre 2025, la période concernée par l'arrêté préfectoral d'astreinte du 21/10/2024 débute le 25/10/2024, soient 402 jours jusqu'à la date de l'inspection.

Le mode de calcul retenu est le suivant :

$$\begin{aligned} &\text{nombre de jours écoulés} \times \text{montant journalier de l'astreinte} = \text{somme totale due} \\ &402 \times 33 = 13\,266 \text{ euros (treize mille deux cent soixante-six euros)} \end{aligned}$$

Monsieur Fabien Barbanson est donc redevable de la somme de 13 266 euros pour ne pas avoir respecté la mise en demeure, suspension du 28/12/2023.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse de :

- laisser un délai supplémentaire de deux mois à M. Barbanson pour justifier de la contractualisation avec un bureau d'études certifié afin de fournir les attestations requises ;
- à défaut, effectuer le recouvrement partiel de l'astreinte administrative imposée par l'arrêté préfectoral du 21/10/2024 pour un montant de 13 266 euros.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** recouvrement partiel d'astreinte

**Proposition de délais :** 2 mois